

TIZI-OUZOU

Les lycéens maintiennent la pression

Ils étaient 2 500 à faire la boucle autour du centre-ville dans une marche qui a duré plus de 2 heures, bloquant plusieurs artères pour se faire entendre et secouer l'indifférence des autorités.

Les lycéens de la wilaya de Tizi-Ouzou maintiennent toujours leurs exigences, à savoir l'allègement des programmes par la suppression des matières secondaires et la définition précise des leçons à dispenser car, dans l'état actuel des choses, il est impossible, disent-ils, de parvenir à un niveau global national d'application du programme en cours.

Les enseignants, parce qu'on leur a laissé le choix, n'ont pas commencé par le même chapitre, certains ont entamé le programme par le 3^e ou 4^e chapitre, d'autres par le 1^{er}, souligne-t-on, pour mettre en doute la possibilité, pour la commission mise en place, d'établir un niveau d'appli-

cation applicable pour tous sans commettre d'injustices. Trois heures d'arabe, 3 heures de philo, les sciences islamiques et autres anomalies imposées entre autres aux filières scientifiques relèvent de la démente, selon les lycéens qui ne comprennent pas, par ailleurs, dans quel but on leur impose en 3^e AS des matières qu'ils n'ont pas étudiées auparavant telles que les leçons de la 4^e AM pour ceux qui ont fait la 9^e AF. «Les assurances du ministre sont insuffisantes, ses menaces dangereuses et révoltantes, elles ont contribué à mobiliser encore davantage les lycéens de la wilaya, et ses accusations de manipulation insultantes pour nous qui

sommes mus seulement par le souci de la réussite au bac», souligne un groupe d'étudiants à l'intention des journalistes présents. «Il est impossible de terminer ce programme, intervient un lycéen, signalant, par ailleurs, le soutien des professeurs à leurs revendications. Le rejet du programme semble faire l'unanimité des participants à cette seconde marche importante organisée en dix jours de protestation.

Plus que la précédente, la marche de ce début de semaine a été longue et percutante au niveau du chef-lieu de wilaya dont elle a immobilisé entre autres la circulation le long des principales artères du centre-ville avec de longs arrêts devant le CHU, le carrefour du Djurdjura, en haut de la maison de la culture et au carrefour central devant l'ancienne mairie occupée durant 30 minutes environ. Pendant longtemps, la marche para-

sait se dérouler sans destination précise, l'itinéraire déguisé par les services de sécurité a été rejeté au profit d'un très long trajet improvisé, certains organisateurs voulaient le diriger vers la wilaya, d'autres cherchaient seulement à faire une démonstration de force et rentrer chez eux, les ordres et contre-ordres se multipliaient avant de se diriger, enfin, vers l'académie où une délégation a été constituée pour revoir le directeur de l'éducation qui doit lui transmettre la réponse du ministère aux revendications précises et détaillées formulées par écrit la semaine dernière par les lycéens.

Au milieu de l'après-midi, elle était à l'intérieur de la direction en train de débattre des préoccupations pressantes des 3^e AS refusant d'être sacrifiés sur l'autel d'une ambition qui leur échappe.

B. T.

BÉCHAR

Les élèves des classes de terminale dans la rue

Les élèves des classes de terminale des établissements Errazi-Aboubakr et Haroun-Errachid de Béchar-Djedid, quartier populaire situé au sud de la ville, ont organisé ce samedi un mouvement de protestation et une longue marche.

Ainsi, une centaine de lycéens d'Errazi-Aboubakr s'est regroupée

devant ce lycée avant d'entamer vers 8h une longue de 7 kilomètres environ, banderoles à la main, pour atteindre la direction de l'éducation où un sit-in a été observé avant de se disperser. Les élèves du lycée Haroun-Errachid, situé dans la même zone, ont pris le relais durant l'après-midi. Ils étaient un peu moins nombreux à effectuer le même itinéraire avec les mêmes mots d'ordre.

Ces manifestants se sont dispersés vers 15h30 sous l'œil d'un imposant dispositif de sécurité. Sur certaines banderoles, on pouvait lire : «Pas à pas. N'exagérons pas !» ou encore : «Doucement, nous arriverons sûrement !», allusion faite au programme scolaire. Tout porte à croire que ce mouvement va se poursuivre dans d'autres lycées.

Liès Mourad

PARC NATIONAL D'EL-KALA

Nouvelle approche pour la gestion intégrée des zones côtières

Dans le cadre du projet SMAP III, qui a trait principalement à la mise en œuvre d'un programme d'actions prioritaires à court et moyen terme pour l'environnement, le Parc national d'El-Kala en partenariat avec la Conservation des forêts de la wilaya d'El-Tarf organise les 27 et 28 janvier un atelier ayant pour thème « Le renforcement des capacités sur les outils de la gestion intégrée des zones côtières » au niveau de l'hôtel Marsa (El-Kala).

L'atelier, selon le directeur du parc d'El-Kala, vise «à mettre à la disposition des acteurs intervenant sur le littoral un ensemble d'éléments qui leur permettra d'apprécier la portée de la gestion intégrée des zones côtières comme outil de protection et surtout de promotion de la zone littorale». Concernant les

objectifs, il affirme qu'«à travers les travaux de cet atelier, nous voulons faire connaître la zone et le projet SMAP III El-Kala, comme moyen d'arriver à un consensus sur l'utilisation raisonnée, rationnelle et soutenable de l'espace littoral.

De même, présenter les autres projets engagés dans le cadre du programme SMAP.

Et d'ajouter : «Nous cherchons à travers cet atelier à faire prendre conscience de l'intérêt porté à la protection et à la promotion du littoral à travers le volet législatif, ainsi que d'inclure des notions de base sur le concept du GIZC».

Pour le volet des résultats attendus, M. Bendjedid affirme : «Nous espérons aboutir à une identification participative des conflits générés, d'une part, par les potentialités de cette zone qui suscite toutes les convoitises et d'autre part, son importance écologique et sa fragilité qui imposent une protection des plus strictes et par ailleurs initier un dialogue entre tous les acteurs en rela-

tion avec cette zone.» Par ailleurs, le conservateur des forêts de wilaya, M. Tiar, insiste sur le fait «que la protection de l'environnement ne doit pas être un handicap devant le développement de la région.

Nous devons concilier développement, protection et préservation de l'environnement.» Les travaux de cette atelier verront la participation d'experts dans le domaine de la protection du littoral et des milieux marins, des présidents d'association, des cadres de l'administration et des personnalités ayant une expérience dans le domaine de la gestion des aires protégées.

Daoud Allam

DIRECTION DU COMMERCE D'EL-TARF

Une enquête sur la qualité de la semoule

Les services de contrôle de la Direction du commerce viennent d'ouvrir une enquête visant la qualité de la semoule vendue à travers l'ensemble des communes de la wilaya.

Le déclenchement de l'enquête en question est intervenu suite aux multiples doléances adressées par les citoyens à la direction du commerce sur la qualité déplorable et suspicieuse de la semoule. Selon plusieurs consommateurs abusés,

la tricherie dans la composition de la semoule touche plusieurs labels ayant pignon sur rue. Et pour cause, dans un esprit mercantile, les minoteries, dans le dessein de faire plus de bénéfices, auraient mélangé du blé dur avec du riz et de l'orge. Des sources crédibles ont affirmé que toutes les marques de semoule seront passées au peigne fin afin de débusquer les indécents transformateurs et autres trafiquants de cette denrée indispensable dans l'alimentation de l'Algérien. En ce sens, la direction du

commerce a déjà procédé à des analyses de semoule au niveau du laboratoire de la qualité de la wilaya de Annaba, apprend-on. Dans le même sillage et selon les mêmes sources, la qualité de la semoule peut avoir des répercussions graves et déplorables sur la santé des citoyens.

Il est à signaler que la wilaya d'El-Tarf compte 82 boulangeries et 4 minoteries pour une production quotidienne de l'ordre de 3100 quintaux.

D. A.

ALGER

Centre de santé ou dépotoir à Bouzaréah ?



Photo : DR

Il ne se passe pas un jour sans que des citoyens signalent des cas d'incivisme et de laisser-aller liés au dépôt d'ordures de la part des résidents de certaines cités. Mais là où le bât blesse, c'est que cela se fait aux portes mêmes de nos structures sanitaires. En effet, des citoyens de la commune de Bouzaréah nous ont fait part, photos à l'appui, du cas de leur centre de santé situé au lotissement Beauséjour qui, depuis un certain temps, est devenu un dépotoir à ciel ouvert où s'amoncellent ordures ménagères et toutes sortes de sachets en plastique. «Cette situation a non seulement incommodé les riverains, mais porte aussi préjudice à cet établissement. D'ailleurs, une pétition a été déposée à l'APC sans qu'il y ait eu une réaction dans ce sens», nous affirme M. Habib B., un résident de ce quartier. «Comment peut-on parler d'hygiène et de propreté quand on voit des choses pareilles. C'est vraiment honteux», ajoute-t-il.

Ces citoyens ne comprennent toujours pas pourquoi aucune action n'a été entreprise pour mettre fin à ce dépotoir qui enlaidit l'image de ce centre de santé.

S. H.

OUM-EL-BOUAGHI

Les établissements hospitaliers se dotent de moyens de transport

Dans le cadre du programme spécial Hauts-Plateaux, décidé par les pouvoirs publics, cinq véhicules tout-terrain viennent d'être affectés au secteur sanitaire : deux pour Aïn-Beïda, deux pour Meskiana et un pour le chef-lieu de wilaya.

A rappeler que le secteur hospitalier de la wilaya d'Oum El-Bouaghi a récemment bénéficié de 13 ambulances médicalisées et 6 camions. Cette opération a touché 6 communes de la wilaya. Le chef de l'exécutif a présidé la cérémonie d'attribution et n'a pas manqué d'insister sur l'utilisation, à bon escient, de ce matériel, notamment de son entretien, qui servira pour le transfert de patients vers les centres hospitalo-universitaires spécialisés.

Moussa Chtatha

AÏN-TÉMOUCHENT

Contrebande : 700 millions de centimes de pièces détachées saisies

L'importation de la pièce détachée usagée pour véhicules est un commerce juteux auquel s'adonnent bon nombre de contrebandiers sans scrupules. Ainsi, cette semaine, les éléments de la Gendarmerie nationale de la brigade d'Emir Abdelkader relevant de la compagnie de Béni-Saf, ont intercepté sur la route nationale n° 35 reliant Tlemcen à Aïn-Témouchent, un camion de marque Saviem à bord duquel il y avait 15 moteurs et 15 boîtes de vitesse de différents types de véhicules d'une valeur de 700 millions de centimes.

Le camion en question était précédé par un véhicule de marque Renault Clio qui lui servait d'éclairé. Mais dès que le propriétaire de la voiture s'avança vers le barrage dressé par les gendarmes, il éveilla les soupçons de ceux-ci qui durent vérifier tous les véhicules qui suivirent, et c'est ainsi qu'ils découvrirent le camion Saviem immatriculé à Aïn-Témouchent, conduit par B. Z. âgé de 32 ans, originaire d'El Amria.

La marchandise qui était couverte par une bâche bien ficelée se trouvait au milieu de plusieurs caisses en plastique. Après interrogatoire, le chauffeur a reconnu la provenance des moteurs et des boîtes de vitesse. La marchandise a été transportée au dépôt de la douane de Aïn-Témouchent tandis que le mis en cause a été présenté ce samedi devant le procureur de la République. La semaine dernière, les éléments de la Gendarmerie nationale de la compagnie de Béni-Saf avaient intercepté deux véhicules, une Peugeot 504 à bord de laquelle il y avait 600 kg d'oranges provenant du Maroc et une Renault 21 contenant 537 paires de chaussures pour hommes. Les véhicules et les marchandises ont été saisis et orientés vers les services de la douane.

S. B.